

ISRAËL ACHÈTE LE CONGRÈS US

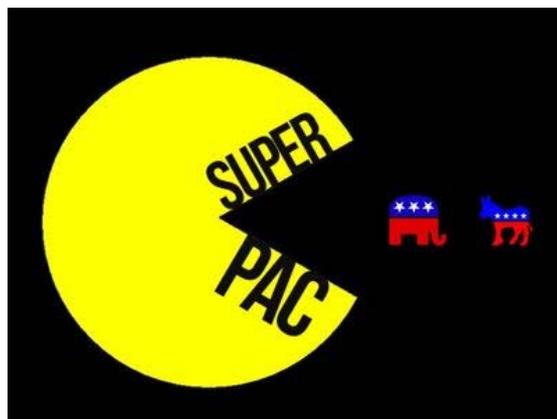
Le sabotage des négociations de paix américano-iraniennes

par James Petras

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, est intervenu depuis Tel-Aviv pour condamner toute possibilité d'accord entre le groupe 5+1 et l'Iran. Pour saboter les négociations de Genève, son gouvernement a mobilisé ses puissants relais aux États-Unis, qui ont eux-mêmes mobilisés les parlementaires et les journalistes qu'ils ont corrompus. Le professeur James Petras décrit ici la manière dont Israël impose ses objectifs au Législatif et à l'Exécutif états-uniens depuis une cinquantaine d'années.

RÉSEAU VOLTAIRE | NEW YORK (ÉTATS-UNIS) | 9 NOVEMBRE 2013

ENGLISH



« *Les groupes politiques pro-Israël tels que le AIPAC travaillent avec un financement illimité à détourner la politique américaine dans la région (du Proche-Orient).* »

Jack Straw , membre (travailliste) du Parlement et ancien ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni.

« *Les États-Unis devraient lancer une bombe atomique sur l'Iran pour inciter le pays à mettre fin à son programme nucléaire.* »

Sheldon Adelson, le plus grand donateur du Parti républicain et un grand collecteur de fonds pour les comités d'action politique pro-israéliens, discours à l'Université Yeshiva à New York, le 22 Octobre 2013.

La question de la guerre ou de la paix avec l'Iran repose sur les politiques adoptées par la Maison-Blanche et le Congrès. Les ouvertures de paix de Rohani, le président iranien nouvellement élu, ont résonné favorablement dans le monde entier, sauf avec Israël et ses acolytes sionistes en Amérique du Nord et en Europe. La première séance de négociation s'est déroulée sans récrimination et a donné lieu à une évaluation optimiste des deux côtés. Précisément à cause de cette réponse initiale favorable, le gouvernement israélien a intensifié sa guerre de propagande contre l'Iran. Ses agents au Congrès, dans les médias et dans l'Exécutif sont mobilisés pour saper le processus de paix. Ce qui est en jeu, c'est la capacité d'Israël à mener des guerres par procuration à l'aide de l'armée des États-Unis et de ses alliés de l'Otan contre tout gouvernement contestant la suprématie militaire israélienne au Proche-Orient, l'annexion violente du territoire palestinien et sa capacité à attaquer n'importe quel adversaire en toute impunité. Pour comprendre ce qui est en jeu dans les négociations de paix en cours, il faut envisager les conséquences d'un échec : sous la pression d'Israël, Washington s'est déclaré prêt à activer ses armées —il s'agirait concrètement de frappes de missiles et d'une campagne de bombardement contre 76 millions d'Iraniens en vue de détruire leur gouvernement et leur l'économie—. Téhéran pourrait riposter contre une telle agression en ciblant les bases militaires US dans la région et les installations pétrolières du Golfe ce qui provoquerait une crise mondiale. C'est ce que veut Israël. Nous allons commencer par examiner le contexte de la suprématie militaire d'Israël au Proche-Orient. Nous allons ensuite procéder à l'analyse de l'incroyable pouvoir d'influence d'Israël sur le processus politique états-unien et comment il façonne le processus

de négociation aujourd'hui, avec un accent particulier sur son pouvoir au Congrès.

Le contexte de la suprématie militaire israélienne au Proche-Orient

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, Israël a bombardé, envahi et occupé plus d'États du Proche-Orient et d'Afrique que n'importe quelle autre puissance coloniale précédente, excepté les États-Unis. La liste de ses victimes comprend : la Palestine, la Syrie, le Liban, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Soudan et le Yémen. Si l'on inclut les États où Israël a lancé des attaques et des assassinats terroristes quasi-clandestins, la liste serait grandement élargie pour en inclure une douzaine en Europe et en Asie —y compris les États-Unis—.

La projection de la puissance militaire d'Israël et sa capacité à mener des guerres offensives à volonté sont accompagnées d'une impunité quasi-totale. En dépit de ses violations répétées du droit international, y compris ses crimes de guerre, Israël n'a jamais été condamné par un tribunal international ou soumis à des sanctions économiques parce que Washington utilise son veto au Conseil de sécurité de l'Onu et la pression de ses alliés de l'Otan et de l'UE.

La suprématie militaire d'Israël a moins à voir avec le rayonnement techno-industriel inhérent de ses auteurs de guerre et plus à voir avec les transferts et le vol pur et simple de la technologie nucléaire, chimique et biologique et des armes des États-Unis [1]. Les sionistes d'outre mer, aux États-Unis et en France, ont joué un rôle stratégique dans le vol et l'expédition illégale de la technologie nucléaire et de composantes d'armes en Israël, selon une enquête menée par l'ancien directeur de la CIA, Richard Helms.

Israël maintient d'énormes stocks d'armes biologiques et refuse tout accès à des inspecteurs internationaux d'armement et n'est pas tenu de respecter les traités de non-prolifération des armes nucléaires et chimiques en raison de l'intervention diplomatique

états-unienne. Sous la pression de la « Configuration du pouvoir sioniste » (CPS), Washington a bloqué toute action qui pourrait limiter la production par Israël d'armes de destruction massive. En fait, les États-Unis, en violation du droit international, continuent de fournir à Israël des armes stratégiques de destruction massive pour qu'il les utilise contre ses voisins.

L'aide militaire US et les transferts de technologie vers Israël ont dépassé 100 milliards de dollars au cours du dernier demi-siècle. L'intervention diplomatique et militaire US était cruciale pour sauver Israël de la défaite pendant la guerre de 1973. Le refus du président Lyndon Johnson de défendre le navire de renseignement désarmé, l'*USS Liberty* en 1967, après qu'il eut été bombardé et couvert de napalm par des avions de combat israéliens et des navires de guerre dans les eaux internationales, a constitué une grande victoire pour Israël grâce aux conseillers sionistes de Johnson. En raison de son impunité, même lorsqu'il tue des militaires états-uniens, Israël a les mains libres pour mener des guerres d'agression et dominer ses voisins, commettre des actes de terrorisme et assassiner ses adversaires à travers le monde sans crainte de représailles.

La supériorité militaire non-contestée d'Israël a converti plusieurs de ses voisins en collaborateurs quasi-clients : l'Égypte et la Jordanie ont servi d'alliés *de facto* avec les monarchies du Golfe, en aidant la répression par Israël des mouvements nationalistes et pro-palestiniens de la région.

Le facteur le plus déterminant dans l'essor et la consolidation du pouvoir d'Israël au Proche-Orient n'a pas été ses prouesses militaires, mais sa portée politique et l'influence qu'il exerce par l'intermédiaire de ses agents aux États-Unis. Les guerres de Washington contre l'Irak et la Libye, ainsi que son soutien actuel aux mercenaires contre la Syrie, ont détruit les trois principaux opposants nationalistes laïques à ses ambitions hégémoniques.

Alors qu'Israël accumule plus de puissance dans la région, élargissant sa colonisation du territoire palestinien, son regard se tourne vers l'est pour détruire le dernier obstacle de sa politique coloniale : l'Iran.

Depuis au moins deux décennies, Israël a demandé à ses agents à l'étranger de détruire le gouvernement iranien en déstabilisant sa société, en assassinant ses scientifiques, en bombardant ses établissements militaires et ses laboratoires et en étranglant son économie.

Après que la CPS ait réussi à pousser les États-Unis vers la guerre contre l'Irak en 2003 —déchiquetant littéralement sa société laïque et tuant plus d'un million d'Irakiens—, elle a tourné son dévolu sur la destruction du Liban (Hezbollah) et le gouvernement laïque de la Syrie afin d'isoler l'Iran et de préparer une attaque. Alors que des milliers de civils libanais ont été abattus en 2006, l'attaque du Liban par Israël a échoué, malgré le soutien du gouvernement états-unien et malgré une campagne de propagande sauvage. Rendu hystérique par son échec tout autant que pour « compenser » sa défaite face au Hezbollah et pour « remonter son moral », Israël a envahi la Bande de Gaza en 2008-09 —le plus grand camp de prison à ciel ouvert du monde— et l'a détruite une grande partie .

N'ayant pas la capacité militaire d'attaquer l'Iran pour son propre compte, Israël a orienté ses agents vers la manipulation de Washington pour commencer une guerre avec Téhéran. Les dirigeants militaristes à Tel-Aviv ont mobilisé leurs atouts politiques à travers les États-Unis pour travailler à détruire l'Iran —le dernier adversaire redoutable à la suprématie d'Israël au Proche-Orient—.

La stratégie israélo-CPS est conçue pour ouvrir la voie à une confrontation entre l'Iran et les États-Unis, en utilisant ses agents dans l'Exécutif ainsi que sa corruption et son contrôle du Congrès. Le contrôle de la CPS sur les médias de masse renforce sa campagne de propagande : tous les jours le *New York Times* et le *Washington Post* publient des articles et des éditoriaux afin de promouvoir l'agenda de guerre d'Israël. Le CPS utilise le département d'État pour forcer d'autres pays de l'Otan à eux aussi affronter l'Iran.

La guerre par procuration d'Israël contre l'Iran : la pression politique états-unienne, les sanctions économiques et les menaces militaires

Seule, la « guerre » d'Israël contre l'Iran ne constituerait pas grand chose de plus que son sabotage cybernétique, des assassinats périodiques de scientifiques par ses agents rémunérés au sein de groupes terroristes et des discours incessants de politiciens israéliens et de leur foule de bénis-oui-oui. En dehors d'Israël, cette campagne a eu peu d'impact sur l'opinion publique. La « guerre » d'Israël contre l'Iran dépend exclusivement de sa capacité à manipuler la politique US à l'aide de ses agents locaux, des groupes qui dominent le Congrès, et via les nominations de fonctionnaires occupant des postes clés dans les départements du Trésor, du Commerce et de la Justice, et comme « conseillers » aux affaires du Proche-Orient. Israël ne peut pas organiser une campagne de sanctions efficaces contre l'Iran, ni influencer quelques pouvoirs importants. Seuls les États-Unis le peuvent. La domination d'Israël au Proche-Orient provient entièrement de sa capacité à mobiliser ses mandataires aux États-Unis à qui est assignée la tâche d'assurer la soumission totale aux intérêts d'Israël des représentants élus —en particulier en ce qui concerne les adversaires régionaux d'Israël—.

Stratégiquement placé, les citoyens à « double nationalité américano-israélienne » ont utilisé leur citoyenneté US pour obtenir des postes de haute responsabilité au sein du gouvernement, directement impliqués dans les politiques touchant Israël. Comme Israéliens, leurs activités sont conformes aux préceptes de Tel-Aviv. Dans l'administration Bush (2001-2008) ces haut fonctionnaires, « Israéliens en premier », ont dominé le Pentagone (Paul Wolfowitz, Douglas Feith), la sécurité au Proche-Orient (Martin Indyk, Dennis Ross), le bureau du vice-président (« Scooter » Libby), les départements du Trésor (Stuart Levey) et de la Sécurité de la Patrie (Michael Chertoff). Dans l'administration Obama les « Israéliens en premier » comprennent Dennis Ross, Rahm Emanuel, David Cohen, le secrétaire au Trésor "Jake le

serpent" Lew, le secrétaire au Commerce Penny Pritzker et Michael Froman en tant que Représentant au Commerce, parmi d'autres.

La puissance par procuration d'Israël au sein de l'Exécutif est comparable à sa domination du Congrès. Contrairement à certaines critiques, Israël n'est ni un « allié », ni un « client », des États-Unis. La preuve de la brute asymétrie de la relation abonde dans le dernier demi-siècle. En raison de ces agents puissants dans le Congrès et au sein du pouvoir exécutif, Israël a reçu plus de 100 milliards de dollars des États-Unis au cours des 30 dernières années, soit plus de 3 milliards de dollars par année. Le Pentagone a transféré de la technologie militaire sophistiquée et s'est engagé dans plusieurs guerres pour le compte d'Israël. Le Trésor états-unien a imposé des sanctions bloquant des investissements potentiellement très lucratifs au Proche-Orient (Iran, Irak et Syrie) privant le secteur agricole, manufacturier et les compagnies pétrolières de plus de 500 milliards de dollars de recettes. La Maison-Blanche a sacrifié la vie de plus de 4 400 soldats états-unien dans la guerre en Irak —une guerre promue par les mandataires d'Israël à la demande des dirigeants d'Israël—. Le département d'État a rejeté les relations amicales et rentables avec plus de 1,5 milliard de musulmans en soutenant la colonie illégale de plus d'un demi million de colons juifs qui occupent militairement la terre palestinienne en Cisjordanie et à Jérusalem.

La question stratégique est de savoir comment et pourquoi cette relation unilatérale entre les USA et Israël persiste depuis si longtemps, même si cela va à l'encontre de tant d'intérêts stratégiques et de l'élite des États-Unis ? La question la plus pressante et immédiate est comment cette relation historiquement déséquilibrée affecte les sanctions américano-iraniennes contemporaines et les négociations nucléaires ?

L'Iran et les négociations de paix

Sans doute le président iranien nouvellement élu et son ministre des Affaires étrangères sont prêts à négocier la fin des hostilités

avec les États-Unis en faisant des concessions majeures garantissant l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Ils ont déclaré qu'ils sont ouverts à réduire, voire à mettre fin à la production d'uranium hautement enrichi, à réduire le nombre de centrifugeuses et même à permettre des inspections intrusives spontanées, entre autres propositions prometteuses. Le gouvernement iranien propose une feuille de route avec des objectifs finaux dans le cadre des accords initiaux. La Haute-représentante aux Affaires étrangères de l'Union européenne, Catherine Ashton, a émis des commentaires favorables sur la première rencontre.

L'administration états-unienne a donné des signaux contradictoires après les invitations iraniennes et la séance d'ouverture. Certains commentaires individuels sont prudemment positifs, d'autres sont moins encourageants et rigides. Les sionistes de l'administration comme Jack Lew, le secrétaire au Trésor, insistent pour que les sanctions soient maintenues jusqu'à ce que l'Iran respecte toutes les demandes US (c'est à dire « israéliennes »). Le Congrès, acheté et commandé par la CPS, rejette les ouvertures prometteuses et flexibles iraniennes, en insistant sur les « options » militaires ou le démantèlement total du programme nucléaire légal et pacifique de l'Iran —positions de la CPS visant à saboter les négociations—. À cette fin, le Congrès a adopté de nouvelles sanctions économiques plus extrêmes afin d'étrangler l'économie pétrolière de l'Iran.

Comment les comités d'action politique d'Israël contrôlent le Congrès et préparent la guerre contre l'Iran

La Configuration du pouvoir sioniste utilise sa puissance de feu financière pour dicter la politique du Congrès au Proche-Orient et pour veiller à ce que la Chambre et le Sénat US ne s'éloignent pas d'un iota des intérêts d'Israël. L'instrument sioniste utilisé dans l'achat des élus aux États-Unis est le comité d'action politique (CAP ; « PAC » en anglais).

Grâce à une décision de la Cour suprême en 2010, les Super CAPs dépensent d'énormes sommes afin d'élire ou de détruire des candidats. Ils agissent pour le compte d'Israël. Tant que ces fonds ne vont pas directement au candidat, ces Super PACs n'ont pas à révéler les sommes qu'ils dépensent et comment elles sont dépensées. Les estimations prudentes de fonds directs et indirects liant la CPS et les parlementaires états–uniens s'élèvent à près de 100 millions de dollars au cours des 30 dernières années. La CPS achemine ces fonds au Législatif en général et en particulier aux membres de comités du Congrès impliqués dans la politique étrangère, en particulier les présidents des sous-comités qui traitent avec le Proche-Orient. Sans surprise, les plus grands bénéficiaires au Congrès d'argent CPS sont ceux qui ont activement promu des politiques de la ligne dure d'Israël. Ailleurs dans le monde, ces retombées à grande échelle sur des élections législatives seraient considérées comme de la corruption flagrante et deviendraient l'objet de poursuites judiciaires sanctionnées par l'emprisonnement des deux parties. Aux États-Unis, l'achat et la vente de la voix d'un homme politique est appelé « lobbying ». Elle est légale et ouverte. La branche législative du gouvernement états–unien en est venue à ressembler à une maison de prostitution de luxe ou une vente aux enchères de négriers blancs —mais avec la vie de milliers de personnes en jeu—.

Le CPS a acheté le soutien des élus au Congrès à grande échelle : sur 435 membres de la Chambre des Représentants, 219 ont reçu des paiements de la CPS en échange de leurs votes pour Israël. La corruption est encore plus répandue chez les 100 sénateurs, 94 d'entre eux ayant accepté de l'argent pour leur fidélité à Israël. La CPS déverse de l'argent aussi bien sur les républicains que sur les démocrates, assurant ainsi d'incroyables votes presque unanimes (« bipartisans ») en faveur de « l'État juif », y compris ses crimes de guerre, comme les bombardements de Gaza et du Liban, sans compter les plus de 3 milliards de dollars US des contribuables versés à Tel-Aviv. Au moins 50 sénateurs ont recueilli entre 100 000 et 1 million de dollar chacun en argent CPS au cours des dernières décennies. En échange, ils ont voté pour plus de 100 milliards de dollars de subventions à Israël ... en plus d'autres

« services et paiements » . Les députés sont moins chers : 25 parlementaires ont reçu entre 238 000 et 500 000 dollars, tandis que le reste n'a reçu que des miettes. Quel que soit le montant, le résultat net est le même : les membres du Congrès reçoivent leur texte à partir de leurs mentors sionistes dans les CAP, les Super CAPs et l'AIPAC. Ils appuient toutes les guerres d'Israël au Proche-Orient et se font promoteurs de l'agression US en faveur d'Israël.

Les législateurs les plus virulents et les plus influents obtiennent les plus gros morceaux : le sénateur Mark Kirk (Bombes sur Téhéran !) est en tête de la liste des goinfres avec 925 000 dollars en retombées CPS, suivi par John McCain (Bombes sur Damas !) avec 771 000 dollars, tandis que les sénateurs Mitch McConnell, Carl Levin, Robert Menendez, Richard Durban et d'autres sionistophiles ne se gênent pas quand vient le moment de tendre leurs petits bols de quêteur lorsque les porteurs de sous pro-Israël des CAPs arrivent ! Floride Ileana Ros-Lehtinen arrive en tête de la liste de la « Maison » avec 238 000 dollars pour son record de positions 100 % pro-Israël ainsi que pour être plus belliciste que Netanyahu lui-même ! Eric Cantor a obtenu 209 000 dollars pour ses « guerres pour Israël » avec des vies états-uniennes tout en réduisant les retraites des personnes âgées. Steny Hoyer, chargé de la discipline de la minorité de la Chambre a obtenu 144 000 dollars pour avoir ramené vers Israël les quelques démocrates chancelants. Le chef de la majorité, John Boehner, a été payé 130 000 dollars pour faire la même chose chez les Républicains.

Le CPS a dépensé d'énormes sommes afin de punir et de détruire une douzaine de parlementaires dissidents qui avaient résisté aux guerres d'Israël et à son grotesque bilan de violations des droits de l'homme. Le CPS a versé des millions dans des campagnes individuelles, non seulement pour le financement de candidats de l'opposition qui ont promis allégeance à Israël, mais pour des campagnes de diffamation des critiques d'Israël. Ces campagnes ont été montées dans les parties les plus obscures des États-Unis, y compris dans la majorité des districts afro-américains où les intérêts sionistes locaux et leur influence sont par ailleurs tout à fait nuls.

Il n'y a pas de CAP, de super CAP, de chef de parti ou d'organisation civique comparable qui puissent contester le pouvoir de la cinquième colonne d'Israël. Selon les documents archivés par le chercheur courageux, Grant Smith de IRMEP, quand il s'agit d'Israël, le ministère de la Justice a catégoriquement refusé d'appliquer les lois fédérales exigeant la poursuite de citoyens états-uniens qui travaillent secrètement pour un État étranger —au moins depuis 1963—. D'autre part, la CPS, à travers ce que l'on appelle l' « Anti-Defamation League » (équivalent de la Licra française), a fait pression avec succès auprès du ministère de la Justice, du FBI et de la NSA, pour enquêter et poursuivre des citoyens respectueux de la loi et patriotiques qui ont critiqué les vols de terre palestinienne et les corrupteurs sionistes du système politique US.

La corruption et la dégradation de la démocratie états-unienne est rendue possible par la « presse respectable » également compromise et corrompue. Steve Lendman, critique des médias, a souligné le lien direct entre Israël et les médias dans son enquête sur le *New York Times*. Les principaux journalistes (« justes et équilibrés ») produisant des rapports sur Israël ont de forts liens familiaux et politiques envers ce pays et leurs articles ne sont que de la propagande. Ethan Bronner, journaliste du *Times*, dont le fils a servi dans les Forces de Défense d'Israël, est un apologiste de longue date de l'État sioniste. Isabel Kershner, journaliste de *Times*, dont « l'écriture » semblent sortir tout droit du ministère israélien des Affaires étrangères, est mariée à Hirsh Goodman, conseiller du régime Netanyahou pour « les Questions de sécurité ». Le chef du bureau de Jérusalem du *Times*, Jodi Rudoren, vit confortablement dans la maison ancestrale d'une famille palestinienne dépossédée de cette ville antique.

L'inébranlable attitude pro-Israël du *New York Times* fournit une couverture politique et de la justification aux politiciens états-uniens corrompus quand ils battent les tambours de guerre pour Israël. Il n'est pas surprenant que le *New York Times*, comme le *Washington Post*, soit profondément engagé en dénigrant et en dénonçant les négociations américano-iraniennes actuelles. Ils offrent de vastes espaces pour la rhétorique unilatérale des

politiciens israéliens et leurs becs états–uniens, tout en excluant studieusement les voix les plus rationnelles d’anciens diplomates expérimentés, de chefs militaires las de la guerre et de représentants du monde des affaires et des milieux universitaires.

Pour comprendre l’hostilité du Congrès aux négociations nucléaires avec l’Iran et ses efforts pour les faire échouer à travers l’imposition de nouvelles sanctions ridicules, il est important d’aller à la source du problème, à savoir les déclarations des hommes politiques israéliens clés, qui fixent la ligne de marche pour leurs mandataires US.

À la fin octobre 2013, Amos Yadlin, ancien chef du renseignement de la Défense israélien, a déclaré devoir choisir entre « la bombe ou le bombardement » —un message qui a immédiatement été repris par les 52 présidents des principales organisations juives états–uniennes [2]—. Le 22 octobre 2013, le ministre du Renseignement d’Israël, Youval Steinitz, a appelé à de nouvelles sanctions sévères contre l’Iran. Il a insisté pour que les États–Unis les utilisent comme levier afin d’exiger que l’Iran accepte d’abandonner entièrement son énergie nucléaire pacifique et son programme d’enrichissement. Le ministre de la Défense Moshe Yaalon a affirmé qu’« Israël n’acceptera aucun accord qui permette à l’Iran d’enrichir de l’uranium ». C’est la position d’Israël de menacer l’Iran de guerre (via les États–Unis) s’il ne cesse pas immédiatement son programme nucléaire. Ceci définit la position de tous les grands CAPs, les Super CAPs pro–israélien et l’AIPAC. Ils dictent les discours au Congrès. En conséquence, celui–ci adopte des sanctions économiques encore plus extrêmes contre l’Iran afin de saboter les négociations en cours.

Ceux qui ont reçu les plus grands pots de vin sionistes sont les plus véhéments : le sénateur Mark Kirk (925 379 dollars), auteur d’un précédent projet de loi sur les sanctions, exige que l’Iran abandonne la totalité de son programme nucléaire et balistique. Il déclare que le Sénat « devrait aller de l’avant avec une nouvelle série de sanctions économiques visant la totalité des recettes et des réserves du gouvernement iranien » [3]. La Chambre des représentants a déjà adopté une loi limitant fortement la capacité

de l'Iran à vendre son principal produit d'exportation, le pétrole. Encore une fois, l'axe israélo-CPS-Congrès cherche à imposer au peuple états-unien le plan de guerre d'Israël ! À la fin octobre 2013, le secrétaire d'État Kerry était interrogé pendant sept heures par le Premier ministre israélien Netanyahu. Le lâche Kerry a promis de promouvoir l'agenda d'Israël en démentelant le programme d'enrichissement nucléaire de l'Iran.

Pour contrer la campagne d'étranglement de l'économie pétrolière de l'Iran promue par les laquais d'Israël au Congrès, le gouvernement iranien a offert de généreux contrats aux États-Unis et aux compagnies pétrolières européennes [4]. Les dispositions protectionnistes existantes sont en cours de suppression. Selon les nouvelles conditions, les sociétés étrangères choisissent elles-mêmes les zones à exploiter ou prennent part aux projets iraniens. L'Iran espère attirer au moins 100 milliards de dollars d'investissements au cours des trois prochaines années. Ce pays stable dispose des plus grandes réserves de gaz du monde et de la quatrième plus grande réserve de pétrole. En raison des sanctions US (c'est-à-dire israéliennes) imposées actuellement, la production a chuté de 3,5 millions de barils par jour en 2011 à 2,58 millions de barils par jour en 2013. La question est de savoir si les multinationales états-uniennes et européennes ont le pouvoir de contester la mainmise de la CPS sur la politique de sanction américano-européenne. Jusqu'ici, le CPS a dominé cette politique critique et a marginalisé les multinationales en utilisant les menaces, le chantage et la coercition contre les décideurs états-uniens. Cela a effectivement exclu les entreprises US du marché lucratif iranien.

Conclusion

Les États-Unis et les 5 autres pays qui tentent de négocier avec l'Iran font face à d'énormes obstacles pour surmonter la puissance d'Israël sur le Congrès. Au cours des dernières décennies, les agents d'Israël ont acheté la loyauté de la grande majorité des membres du Congrès, les formant afin qu'ils reconnaissent et

respectent les sifflets, les signaux et les scripts des fauteurs de guerre à Tel-Aviv.

Cette « Axe de la guerre » a infligé d'énormes dégâts au monde, a entraîné la mort de millions de victimes de guerres états-uniennes au Proche-Orient, en Asie du Sud et en Afrique du Nord. La corruption brute et la faillite largement reconnue du système législatif sont dues à sa servilité envers une puissance étrangère. Ce qui reste à Washington est un État vassal, dégradé, méprisé par ses propres citoyens. Si le Congrès contrôlé par la CPS réussit encore une fois à détruire les négociations entre les États-Unis et l'Iran via de nouvelles résolutions belliqueuses, nous, le peuple états-uniens, devront payer un prix énorme en vies et en argent.

Le temps est venu d'agir. Il est temps de se lever et d'exposer le rôle joué par les CAPs israéliens, les super CAPs et des 52 organisations juives US à corrompre le Congrès et à transformer nos représentants élus en larbins pour les guerres d'Israël. Il y a eu un silence assourdissant de nos critiques, y compris dans la presse alternative. La preuve est ouvertement disponible, les crimes sont indéniables. Le peuple états-unien a besoin de leaders politiques réels avec le courage d'extirper les corrompus et les corrupteurs et de forcer les parlementaires à représenter les intérêts du peuple états-unien.

James Petras

Traduction
Roger Lagassé

[1] Grant Smith, *Ten Explosive US Government Secrets of Israel*, IRMEP.

[2] *Daily Alert*, le 24 octobre, 2013

[3] *Financial Times*, 18 octobre 2013 , p. 6

[4] *Financial Times*, 29 octobre 2013 , p 1

Source : « Le sabotage des négociations de paix américano-iraniennes », par James Petras, Traduction Roger Lagassé, *Réseau Voltaire*, 9 novembre 2013, www.voltairenet.org/article180887.html